Nations Unies S/PV.4942



Conseil de sécurité

Cinquante-neuvième année

Provisoire

4942e séance

Mardi 13 avril 2004, à 10 heures

New York

Président :	M. Pleuger	(Allemagne)
Membres :	Algérie	M. Baali
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bénin	M. Adechi
	Brésil	M. Sardenberg
	Chili	M. Maquieira
	Chine	M. Zhang Yishan
	Espagne	Mme Menéndez
	États-Unis d'Amérique	M. Cunningham
	Fédération de Russie	M. Gatilov
	France	M. Duclos
	Pakistan	M. Akram
	Philippines	M. Baja
	Roumanie	M. Motoc
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Thomson

Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1198), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)

04-30813 (F)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Albanie, de l'Irlande, du Japon et de la Serbie-et-Monténégro des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, Mme Ninčić (Serbie-et-Monténégro) prend place à la table du Conseil; les représentants des autres pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Guéhenno à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix. Je donne maintenant la parole à M. Guéhenno.

M. Guéhenno : Ma présentation au Conseil, ce matin, sera consacrée à la violence massive qui a ravagé le Kosovo en mars, aux réponses qui ont été données à ces actes de violence et aux implications de ces événements.

Comme le Conseil le sait bien, cette violence, au départ, a été provoquée par une série d'événements qui ont précédé la confrontation qui a ensuite élevé le niveau de la tension entre les Albanais du Kosovo et les Serbes du Kosovo. Ces événements, en particulier, l'assassinat d'un jeune Serbe kosovar le 15 mars, dans le village de Caglavica, près de Pristina, et la mort par noyade de deux enfants albanais dans le fleuve Ibar, le 16 mars – le corps d'un troisième enfant albanais qui semblerait aussi s'être noyé n'a pas été retrouvé et les circonstances de ces noyades n'ont pas encore été établies – ont été le catalyseur des actes de violence qui ont suivi. La couverture médiatique passionnée et souvent biaisée qui a entouré ces événements a encore contribué à élever le niveau de la tension.

Les manifestations qui ont suivi les événements dont je viens de parler, qui au départ apparaissaient spontanés, ont rapidement été prises en main par des éléments organisés, qui avaient intérêt à faire partir les Serbes qui vivent encore au Kosovo et à menacer la présence internationale au Kosovo. Les résultats de ces deux jours de violence au Kosovo parlent d'eux-mêmes : 19 personnes ont perdu la vie; 954 civils ont été blessés au cours des manifestations violentes et des émeutes qui se sont déroulées au Kosovo; 65 policiers de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), 58 policiers du Service de police du Kosovo et 61 soldats de la KFOR ont été blessés; approximativement près de 730 maisons, appartenant presque toutes à la minorité serbe, ont été brûlées ou endommagées; plus de 150 véhicules, y compris 100 véhicules de la MINUK, ont été détruits ou gravement endommagés; et la KFOR a, elle-même, eu l'un de ces véhicules blindés ainsi que trois autres véhicules détruits.

La situation d'ensemble au Kosovo est maintenant revenue au calme, mais elle reste tendue. La possibilité de nouvelles violences demeure présente et des attaques sporadiques continuent de se produire, y compris des attaques contre le personnel international ou la police kosovare. La plus grave d'entre elles s'est produite le 23 mars, lorsqu'un officier de police ghanéen de la Police de la MINUK ainsi qu'un collègue albanais du Service de police du Kosovo ont été tués, quand un groupe d'Albanais du Kosovo en uniforme a ouvert le feu sur leur véhicule de police qui

effectuait une patrouille. Sept personnes ont, depuis lors, été arrêtées par la MINUK en relation avec cette attaque. Lors d'une autre attaque, à Mitrovica le 24 mars, un Serbe du Kosovo a lancé une grenade contre un poste de contrôle de la KFOR et a légèrement blessé deux soldats de la Force. Cette personne a ensuite été arrêtée par d'autres Serbes du Kosovo et remise à la Police de la MINUK.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

L'attaque menée par les extrémistes kosovars albanais contre les communautés des Serbes du Kosovo, des Rom et des Ashkali était une campagne organisée, de grande envergure et ciblée. Les attaques contre les Serbes se sont produites dans tout le Kosovo, aussi bien dans de grandes villes, telles que Pristina et Gnjilane que dans de petits villages, tel que Belo Polje dans la région de Pec, où des groupes de Serbes du Kosovo étaient revenus récemment pour refaire leur vie. Les biens ont été détruits, les installations publiques, comme les écoles et les centres sanitaires, ont été détruites, les communautés ont été encerclées et menacées et les résidents ont été obligés de quitter leur foyer. Les habitants de villages entiers ont dû être évacués et, après leur départ, leurs maisons ont été brûlées. Par exemple, à Vucitrn, au sud de Mitrovica, le quartier Ashkali, où le processus de rapatriement au Kosovo avait été officiellement lancé, a été entièrement brûlé, entraînant le déplacement de quelque 300 personnes qui étaient revenues au Kosovo ces deux dernières années. De manière similaire, un village serbe du Kosovo, Svinjare, situé également au sud de Mitrovica, a été lui aussi complètement détruit.

Plus troublant et plus répréhensible encore peut-être est le fait que des bandes ont pillé, brûlé et endommagé ou détruit 36 églises, monastères et autres sites religieux et culturels orthodoxes serbes. Trente de ces sites sont des églises orthodoxes, deux sont des monastères orthodoxes, un est la résidence épiscopale de l'évêque orthodoxe serbe, un est une école de théologie orthodoxe et un est un cimetière serbe orthodoxe. Les lieux de culte qui ont été attaqués, vieux de plusieurs siècles, remontent parfois jusqu'au XIVe. Deux d'entre eux ont été inscrits par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la liste des grands sites d'importance universelle et un troisième est classé dans les sites d'importance régionale.

Ces attaques s'en sont donc pris non seulement à des lieux de culte mais au patrimoine culturel du Kosovo, à la mémoire collective de tous au Kosovo, dont l'Église orthodoxe serbe constitue, comme on peut le voir dans l'exposition présentée actuellement au Metropolitan Museum, une part importante. C'est notre propre patrimoine commun qui a été attaqué, quand beaucoup de ces sites étaient restés intacts pendant des siècles et à travers les conflits successifs. La MINUK procède actuellement à la mise en place d'équipes d'évaluation dirigées par des experts du patrimoine international nommés par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe; elles comprennent tant des experts orthodoxes serbes que des représentants du Ministère de la culture des institutions provisoires d'administration autonome. L'incendie de mosquées, en représailles, par des extrémistes serbes, à Belgrade et dans d'autres régions de la Serbie, est tout autant à déplorer.

La violence a fait reculer le mouvement des retours, qui montrait avant les événements récents des signes de progrès, certes limités mais encourageants. Ainsi, le nombre total de personnes déplacées suite à cette vague de violence, – 4 100 –, représente plus que le nombre total de rapatriés de toute la période 2003. La MINUK a répondu à la crise et a pris des mesures, conjointement avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, pour assurer d'urgence la distribution de l'aide humanitaire et stabiliser progressivement la situation des personnes déplacées. L'équipe de pays des Nations Unies a assumé la direction de la gestion et de la coordination de l'action humanitaire en réponse à la crise actuelle. La priorité, désormais, est d'aider ceux des réfugiés qui sont disposés à revenir.

La réaction initiale des dirigeants des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo a été ambivalente. S'il convient de féliciter personnellement le Premier Ministre, M. Rexhepi, de ses déclarations et de ses actions publiques et de ses appels à la cessation de la violence, le Gouvernement du Kosovo, quant à lui, a fait une déclaration dans laquelle l'accent était mis sur la noyade des enfants kosovars albanais et où l'on supposait qu'elle était le fait de Serbes et de la haine interethnique. Comme on l'a dit, cette allégation était alors infondée et le reste à ce jour. D'autres, au sein des institutions provisoires d'administration autonome, y compris des ministres et des présidents d'assemblées municipales, ont d'abord entériné ou

justifié la violence. Une déclaration de l'Assemblée a mis l'accent sur les structures parallèles plutôt que sur les violences en cours. En ce qui concerne les acteurs non gouvernementaux, la société civile kosovare albanaise n'a dans l'ensemble pas pris de position responsable contre la violence ethnique. En outre, certaines informations font état de cas dans lesquels des membres de groupes de vétérans de l'Armée de libération du Kosovo ont pris part aux violences.

Ce n'est qu'après la réaction massive et les pressions de la communauté internationale que les dirigeants des institutions provisoires d'administration autonome se sont rendu compte du caractère inacceptable des tentatives de justification de la violence. Si les représentants des institutions provisoires d'administration autonome ont fait le nécessaire pour condamner la violence, leurs déclarations ont largement passé sous silence une condamnation expresse des attaques menées contre la communauté serbe du Kosovo. Par la suite, les représentants des trois principales parties kosovares albanaises, ainsi que ceux des communautés turque, bosnienne, égyptienne et ashkali ont signé une lettre ouverte au peuple kosovar dans laquelle ils condamnaient la violence et appelaient au respect mutuel entre toutes les communautés kosovares. Les institutions provisoires d'administration autonome ont également engagé des fonds et un appui logistique dans l'effort de reconstruction, y compris dans la restauration des édifices ou monuments religieux détruits ou endommagés.

Il convient de souligner que tant durant les violences et qu'immédiatement après, les autorités de Belgrade ont joué un rôle constructif dans les efforts déployés collectivement pour endiguer la violence et empêcher toute réaction extrémiste. Nous nous félicitons, en particulier, de ce que Belgrade ait déploré l'incendie des mosquées et se soit engagée à les rebâtir.

Les mesures prises par les dirigeants des institutions provisoires du Kosovo sont louables et sont nécessaires; elles méritent d'être appuyées, même si elles sont arrivées tard et seulement après que des pressions ont été exercées de l'extérieur. Cependant, elles ne sont pas suffisantes. Il est nécessaire, à l'évidence, que les dirigeants du Kosovo recensent qui, parmi les responsables locaux et nationaux, a pu appuyer, activement ou passivement, les extrémistes et qui a pu se servir de ces événements pour encourager la flambée d'intolérance au Kosovo. Les dirigeants du Kosovo ne doivent laisser subsister aucun doute quant à la sincérité de leur volonté de lutter contre l'extrémisme et de confronter ceux qui défendent des positions extrémistes, y compris en leur sein, ainsi que d'exiger des comptes de la part des politiciens responsables et de sanctionner les fonctionnaires qui ont pu jouer un rôle dans l'incitation à la violence ou dans la participation aux événements.

Pendant les événements, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Holkeri, a immédiatement pris plusieurs mesures simultanées pour endiguer la propagation de la violence. Sur le plan politique, en coordination étroite avec le commandant de la KFOR, il a convoqué les dirigeants du Kosovo, en leur demandant, dans un premier temps, d'appeler à la cessation immédiate des violences. Pour donner encore plus de poids à ce message, M. Holkeri a fait un certain nombre de déclarations dans les médias kosovars et internationaux pour appeler au calme. Des consultations ont été tenues avec les partenaires de la MINUK et avec les bureaux de liaison des États Membres sur le terrain et ce, pendant toute la durée de la crise. Sur le plan opérationnel, la MINUK et la KFOR ont mis en place une cellule de crise de haut niveau afin de coordonner les mesures politiques et de sécurité à prendre face à la crise. Celle-ci a mis l'accent sur la restauration d'un climat de sécurité et pris des dispositions immédiates visant à appréhender ceux qui ont été mêlés aux violences, mener une enquête et assurer le retour rapide à la normale et à une situation stable.

Je voudrais, à cette occasion, remercier l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de la rapidité et de la détermination avec lesquelles elle a réagi à la crise et des contingents supplémentaires qu'elle a fournis dans un laps de temps très court, dans le cadre de l'effort collectif déployé pour redonner à la population et à la présence internationale au Kosovo des conditions de sécurité correctes. Je salue également l'intention manifestée par l'OTAN de maintenir ces contingents supplémentaires au Kosovo.

La MINUK a engagé une enquête pour évaluer, notamment, l'étendue des violences et la mesure dans laquelle ces violences ont été organisées. Une équipe spéciale et un bureau de centralisation des informations coordonnent l'enquête et travaillent en étroite coordination avec la division des enquêtes criminelles du Département de la justice de la MINUK. D'ores et déjà, les enquêtes menées ont permis l'arrestation de

183 personnes en liaison avec ces violences. Des procureurs internationaux travaillent actuellement sur 42 affaires et 90 autres sont aux mains de l'appareil judiciaire local. Néanmoins, l'échelle des violences rendra évidemment nécessaires des capacités d'enquêtes supplémentaires afin de permettre aux forces publiques de mener ces enquêtes énergiquement et efficacement, jusqu'au bout. À cette fin, la MINUK a demandé 100 enquêteurs de police supplémentaires et je saisis cette occasion pour demander instamment aux États Membres qui ont été contactés dans le cadre de cette requête d'y répondre favorablement et rapidement. Je remercie également ceux qui l'ont déjà fait.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer dans son ensemble le rôle joué par le Service de police du Kosovo, il faut souligner que de nombreux policiers se sont acquittés de leur tâche avec courage et professionnalisme dans des conditions extrêmement difficiles. S'il convient, donc, de saluer le travail de ces policiers, des témoignages recueillis indiquent que certains autres n'auraient rien fait pour empêcher les violences ou pis, y auraient même pris part. Toutes ces informations feront l'objet d'une enquête approfondie et des mesures seront dûment prises contre tout policier qui ne se serait pas comporté selon les normes déontologiques.

La sauvagerie et l'ampleur de ces événements nous ont montré tout le chemin qui restait à parcourir avant l'avènement d'un Kosovo multiethnique. Les actes de violence représentent un revers considérable dans le processus de stabilisation et de normalisation des conditions de sécurité et du climat politique kosovars et dans les efforts déployés par la MINUK et la communauté internationale au Kosovo pour continuer à promouvoir la réconciliation.

Les événements ont également montré la nécessité d'un engagement sincère de la part des dirigeants et du peuple kosovars, non seulement en paroles mais aussi en actes, envers les normes d'une société véritablement démocratique et tolérante.

Il faut à présent que le processus du respect des normes soit remis sur les rails. M. Holkeri, ainsi que le Premier Ministre Rexhepi, ont continué de lancer le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo afin de faire avancer le processus et de poursuivre l'élan. Le Plan contient des actions prioritaires essentielles dans les domaines des retours et de la libre circulation, en réaction aux événements violents de mars. Une nouvelle révision du Plan mettant plus fermement l'accent sur la sécurité, l'état de droit, les droits des minorités, la protection et les retours, ainsi que sur la décentralisation, pourrait être nécessaire au lendemain de la violence.

Ceux qui s'efforcent de miner les progrès du Kosovo par la violence doivent savoir que la violence ne sera pas récompensée et que la communauté internationale reste déterminée à faire avancer le Kosovo. À cet égard, il est important que le dialogue entre Pristina et Belgrade, qui a été interrompu pour le moment, reprenne le plus rapidement possible.

Des dispositions sont actuellement prises à la MINUK pour tirer des enseignements de ce qui s'est produit et pour prendre les mesures correctives nécessaires. Un organe d'examen de la gestion de la crise a été créé pour évaluer la réaction de la MINUK. Elle participe également aux efforts déployés à tous les niveaux en vue de donner des raisons de confiance aux Serbes du Kosovo et d'encourager la réconciliation entre les communautés du Kosovo. Il s'agit manifestement d'une tâche extrêmement ardue, qui ne pourra être accomplie qu'avec l'appui inconditionnel des dirigeants et des institutions du Kosovo.

Les événements ont montré que la détermination de la communauté internationale de veiller à ce que le Kosovo progresse dans la voie de la coexistence et de la réconciliation entre les communautés est, à elle seule, insuffisante. Il faut à présent des mesures concrètes de la part des dirigeants et du peuple kosovars pour traiter les causes profondes de la violence à motivation ethnique qui continue d'éprouver le Kosovo et pour appliquer des mesures propres à garantir que la violence ne se reproduira pas. En fait, au-delà des dispositions immédiates qui ont été prises pour faire face aux conséquences des événements violents et pour prendre les mesures correctives nécessaires, il faudra déployer des efforts collectifs en vue de déterminer les causes de ces événements.

Les dirigeants kosovars portent une responsabilité en la matière et ils seront jugés en fonction de la façon dont ils réagiront. Ils sont donc appelés une fois de plus à faire preuve de véritables qualités de dirigeants et de gouvernants responsables, à marginaliser ceux qui ont toléré ou appuyé la violence parmi eux et à leur réclamer des comptes sur le plan politique. Le message qu'ils sont tenus de transmettre aux représentants et à

la population du Kosovo est simple et clair : il ne peut y avoir d'avenir pacifique et prospère pour le Kosovo sans respecter la diversité de sa population. La violence ne sera pas récompensée.

M. Thomson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Jean-Marie Guéhenno pour cet exposé incisif auquel je souscris sur le fond.

La présidence irlandaise de l'Union européenne fera dans quelques instants une déclaration au cours de ce débat, à laquelle le Royaume-Uni s'associe pleinement. Je voudrais cependant faire quelques observations.

Comme nous venons de l'entendre, nous venons d'être témoins de la pire explosion de violence interethnique qui ait éclaté au Kosovo depuis 1999. Comme nous l'a déclaré M. Guéhenno, cette violence a sérieusement entaché la réputation du Kosovo et elle indique que le chemin à parcourir pour instaurer la tolérance reste bien long. Après la première réaction face à la crise, l'analyse de la situation montre que la cause réside dans les grands problèmes qui découlent non seulement de tensions ethniques, mais aussi de la relation de la communauté internationale avec le Kosovo.

Nous devons manifestement tirer les leçons de ce qui s'est passé du 17 au 20 mars. Nous ne devons pas esquiver les questions ardues auxquelles nous faisons face et nous devons reconnaître nos erreurs. La seule façon d'empêcher que cette violence n'éclate à nouveau est que la communauté internationale se mette énergiquement en devoir de tirer des enseignements de ce qui s'est passé, d'en accepter la responsabilité et de donner suite aux recommandations formulées. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) doit également continuer de procéder rapidement à sa propre évaluation de ce qui a mal tourné. Nous ne devons pas cependant en tirer des conclusions hâtives ou modifier la politique sous-jacente de mécanisme d'évaluation des normes, que le Conseil avait approuvé en décembre dernier.

Si la violence du mois dernier a constitué un grave revers, comme vient de le déclarer M. Guéhenno, le Royaume-Uni estime que l'objectif de la communauté internationale d'un Kosovo multiethnique et démocratique est toujours possible. Nous félicitons la KFOR et la MINUK d'avoir rétabli le calme, et nous apprécions les efforts consentis par les dirigeants albanais du Kosovo en vue d'encourager la tolérance, et notamment la lettre ouverte du 2 avril. Nous nous félicitons de leurs engagements en faveur de la reconstruction d'un Kosovo multiethnique et nous souhaitons que ces engagements se concrétisent.

La violence récente a retardé le processus des normes et elle démontre la nécessité d'un engagement renouvelé de la part de la communauté internationale, bien que les perspectives soient toujours présentes. En s'attaquant aux questions sous-jacentes pour réaliser de véritables progrès au Kosovo, la MINUK, la KFOR et la communauté internationale font face à plusieurs défis importants. Nous estimons que les mesures suivantes, notamment, doivent être prises.

Premièrement, il faut adopter des mesures de répression et de dissuasion face à la violence. L'OTAN et la police de la MINUK doivent veiller à ce que la communauté serbe ait le sentiment de pouvoir regagner ses foyers sans danger. Elles doivent envisager les mesures qu'ils faut prendre pour assurer une sécurité permanente. Nous sommes d'avis qu'un élément clef est la nécessité de s'attaquer aux extrémistes qui ont des liens politiques.

Deuxièmement, comme nous l'a rappelé M. Guéhenno, nous avons besoin d'une meilleure stratégie de relations publiques, menée par l'ONU, pour médiatiser le mécanisme d'évaluation des normes et pour dissiper les rumeurs avant qu'elles ne se propagent. Nous voulons contribuer à créer des médias responsables. Nous ne devons pas permettre aux extrémistes de penser que la violence forcera la main à la communauté internationale ou entraînera un débat sur le statut du Kosovo.

Troisièmement, nous devons rassurer les Serbes du Kosovo pour faire en sorte que les progrès réalisés depuis 1999 ne soient pas réduits à néant. La communauté internationale doit prendre des décisions rapides relatives à l'aide humanitaire et au relèvement pour les Serbes du Kosovo qui ont été déplacés ou dont les foyers ont été détruits. Cela est essentiel pour que la région perçoive si la communauté internationale est ou non véritablement attachée à la multiethnicité. Le Gouvernement kosovar local a indiqué son intention de financer ces travaux. Nous nous en félicitons. L'ONU doit néanmoins s'assurer que les ressources tant financières qu'humaines sont disponibles et que le processus est accéléré.

Dans le même temps, des mesures doivent être mises en place pour s'assurer que le Plan de mise en

oeuvre des normes, publié le 31 mars, est renforcé en vue de respecter les droits des minorités ainsi que leur rôle dans l'avenir du Kosovo et ses institutions. Nous devons également réfléchir à la création d'un gouvernement local efficace, déléguant effectivement le pouvoir aux institutions locales et donnant aux Serbes du Kosovo une plus grande participation à la gestion de leurs propres affaires, ainsi que la vision d'un avenir dont ils puissent faire partie.

D'après le Royaume-Uni, le plus important est de démontrer notre attachement au principe du transfert de pouvoir, qu'il faut mettre au point avec les parties sur le terrain. C'est avec doigté qu'il nous faut traiter avec Belgrade. Leur déclaration a contribué à alimenter les tensions profondes au sein de la communauté albanaise au Kosovo qui continue de craindre le retour de l'armée serbe, en dépit de la présence internationale. Et, comme M. Guéhenno nous l'a rappelé, le dialogue entre Belgrade et Pristina doit reprendre aussi rapidement que possible.

La MINUK doit établir un partenariat avec les dirigeants locaux des institutions provisoires d'administration autonome. Il faut qu'un dialogue s'instaure sur la façon dont les institutions provisoires peuvent être plus efficaces et peuvent mieux travailler avec la MINUK. Nous devons renforcer les responsabilités locales sans abandonner les pouvoirs réservés découlant de la résolution 1244 (1999). Il est clair que les dirigeants locaux doivent assumer de plus larges responsabilités sans pour autant les récompenser pour la violence.

Pour que le Kosovo devienne une véritable démocratie, ses dirigeants doivent apprendre à gouverner. Nous devrions envisager de leur confier un plus grand rôle dans les questions liées à l'énergie, à l'économie et à la justice. En contrepartie, les responsables politiques kosovars doivent clairement montrer qu'ils prennent part au processus. Les Albanais du Kosovo doivent reconnaître que la recrudescence de la violence et des troubles retarderont le processus d'examen. Les institutions provisoires d'administration autonome devront faire des progrès considérables pour parvenir à une évaluation positive lors de l'examen de la mi-2005. Nous estimons qu'il appartient à que toutes les parties dans la région, y compris les institutions provisoires et la MINUK, d'oeuvrer à un Kosovo multiethnique. Le Royaume-Uni est d'avis qu'aucune partie au Kosovo ou dans la région ne devrait être autorisée à promouvoir un dessein politique par des actions violentes.

Il nous faut également tenir compte de la conjoncture économique au Kosovo. Les manifestants étaient dans leur majorité des jeunes de moins de 20 ans. Des jeunes albanais auxquels notre mission à Pristina a parlé ont dit que ce qui avait principalement motivé les violences, c'est le fait qu'ils n'ont pas d'avenir au Kosovo à cause du chômage et de la situation économique. Ces questions doivent être prises en compte d'urgence, en particulier les problèmes actuels liés à la privatisation. Les institutions financières internationales devraient également s'impliquer pleinement. Dans le même temps, la MINUK doit rétablir la confiance. Agir rapidement contre ceux qui ont été identifiés par l'équipe spéciale internationale chargée de lutter contre la corruption montrerait clairement sa détermination.

Que devons-nous faire ici au Conseil? Il nous faut nous poser la question. Ma délégation estime qu'une déclaration présidentielle devrait être rapidement publiée et indiquer que le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo est un pas en avant et qu'elle devrait exhorter toutes les parties à mettre en oeuvre activement les normes. Tout autre arrangement serait un échec.

Pour terminer, nous estimons que le cadre politique pour l'examen des normes reste la meilleure approche pour créer un Kosovo multiethnique et démocratique. Nous ne devons pas réagir à la violence en battant en retraite. Un débat précoce sur le statut ne ferait qu'encourager les extrémistes et pourrait aggraver la situation dans la région. La récente flambée de violence prouve combien il importe pour toutes les parties de collaborer à la mise en oeuvre réelle et durable des normes, notamment l'état de droit et les droits des minorités, entre autres. Nous nous félicitons donc vivement de la publication du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. C'est un pas important en avant.

M. Baali (Algérie) : Je voudrais remercier M. Jean-Marie Guéhenno pour son excellente communication sur la situation au Kosovo.

L'exposé qu'il vient de faire sur les graves affrontements et les violences interethniques, qui ont ravagé le Kosovo en mars dernier et dont les membres de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) ont eu eux-mêmes à pâtir,

est révélateur de l'extrême précarité de la situation dans un pays meurtri qui n'a pas encore pu surmonter les affres de la guerre qui avait conduit deux communautés à se faire une guerre sans merci.

L'Algérie, qui a eu, avec les autres membres du Conseil, à condamner les actes de violence, insiste sur la nécessité de faire preuve de retenue et de responsabilité et de poursuivre et traduire en justice ceux qui se sont rendus coupables de crimes et d'exactions. Les dirigeants kosovars se doivent de tirer les leçons de la dérive qui a eu lieu en mars et prendre les mesures à même d'éviter qu'une telle dérive ne se reproduise. De fait, les graves développements de mars ne font que souligner la nécessité de poursuivre et de consolider le processus politique en cours au Kosovo.

Le lancement du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo constitue, de ce point de vue, un pas dans la bonne direction même s'il est regrettable que toutes les communautés du Kosovo n'aient pu prendre part à son élaboration. Cette réalisation est venue à point nommé conforter la politique des « normes avant le statut » et partant, insuffler une dynamique nouvelle au processus de mise en oeuvre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité devant ultimement déboucher sur l'examen de la question fondamentale du statut futur du Kosovo.

Produit de la concertation et de l'étroite collaboration entre la MINUK et les institutions provisoires kosovares, le Plan de mise en oeuvre établit des directives et des actions que le Kosovo doit entreprendre dans le cadre d'un calendrier précis pour satisfaire aux huit normes. Atteindre ces normes constitue un défi considérable que le Kosovo devra impérativement relever. L'entreprise est ardue et exige de tous les Kosovars des sacrifices et des efforts soutenus.

De même, la communauté internationale se devra-t-elle d'aider le Kosovo à satisfaire à ces objectifs et de l'accompagner pour y parvenir. La conjonction des efforts et des solidarités est donc indispensable. L'édification d'un Kosovo stable, prospère, démocratique, tolérant et multiethnique est – on ne le répétera jamais assez – notre responsabilité commune.

Ma délégation se réjouit, à cet égard, de voir le Plan clairement répartir les responsabilités de la mise en oeuvre de ces normes et bien définir les tâches que les institutions provisoires autant que la MINUK se doivent d'accomplir dans les délais qui leur ont été fixés. Les avancées enregistrées dans la concrétisation des huit objectifs ouvriront, nous en sommes convaincus, de nouvelles perspectives politiques au Kosovo. En effet, la MINUK et les institutions provisoires devront appliquer totalement les huit normes avant de procéder à une évaluation générale des progrès réalisés à la mi-2005, étape obligatoire permettant le commencement de l'examen du statut futur du Kosovo.

Pour réaliser ces normes dans leur intégralité, le Kosovo aura besoin de toutes ses énergies et de l'adhésion de tous ses enfants, comme il aura besoin que soient réunies les conditions nécessaires de sécurité et de sérénité. La prospérité, la paix, la démocratie la convivialité entre les ethnies et la multiethnicité du Kosovo ne se décrètent pas, tant il est vrai qu'elles sont le fruit d'un effort soutenu et ardu de réconciliation entre toutes les communautés. Cela requiert, à l'évidence, que s'instaure progressivement la confiance, que soient transcendées les séquelles du passé et qu'il soit mis un terme définitif aux tiraillements ethniques. Tout le monde doit avoir sa place au Kosovo, et les Kosovars doivent se rendre compte qu'ils n'ont d'autre alternative que de vivre ensemble et en harmonie.

Les événements du mois de mars sont venus brutalement rappeler l'urgence d'oeuvrer à la création d'une société multiethnique et tolérante, qui doit demeurer l'objectif prioritaire vers lequel doivent tendre tous les efforts. Le dialogue et la confiance entre toutes les communautés aideront le Kosovo à parvenir à la réalisation des normes et à accélérer le rythme du processus qui conduira au statut final.

Tant que ces éléments feront défaut, il sera difficile d'assurer la pleine participation de toutes les communautés aux institutions et à la gestion de la vie politique et le démantèlement des structures parallèles du Kosovo, comme il sera difficile d'assurer la liberté de mouvement des individus et le retour durable des personnes déplacées dans la sécurité et la dignité. La défiance et les difficultés du processus de réconciliation demeureront, en outre, un obstacle qu'il faudra surmonter pour permettre la promotion du dialogue entre Belgrade et Pristina, la consolidation de l'état de droit, la protection des droits de propriété et le renforcement des liens entre toutes les composantes du Kosovo. Le relèvement économique du Kosovo a également besoin de stabilité et de sérénité afin de

promouvoir les investissements aussi bien internes qu'étrangers, de créer des emplois et d'améliorer la situation sociale des Kosovars. De même, le développement de l'économie du Kosovo dépendra de l'ouverture des marchés régionaux aux produits de la province.

Ceci dit, l'application de la politique des « normes avant le statut » et l'édification d'un Kosovo prospère, démocratique, tolérant et multiethnique méritent d'être soutenues politiquement et financièrement par la communauté internationale.

M. Motoc (Roumanie) (*parle en anglais*) : J'aimerais tout d'abord m'associer pleinement à la déclaration que l'Ambassadeur Ryan de l'Irlande va faire prochainement au nom de la présidence de l'Union européenne.

Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général adjoint M. Guéhenno de son exposé riche d'enseignements sur les très graves violences motivées par la haine ethnique qui ont récemment eu lieu au Kosovo et sur le lancement du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo.

La Roumanie a condamné le plus énergiquement possible ce qui s'est passé au Kosovo lors des tragiques journées du 17 au 20 mars. Les images de personnes expulsées de leurs maisons, brutalisées et assassinées, tandis que leurs édifices sacrés étaient saccagés et incendiés, pour la seule raison que ces personnes appartiennent à un autre groupe ethnique, ne sont pas conformes aux justes aspirations à la prospérité ni aux valeurs supérieures de la démocratie et de la liberté pour toute la région des Balkans. Ces images n'ont certainement pas leur place dans l'Europe du XXIe siècle.

Une fois encore, nous exhortons tous les habitants du Kosovo, ainsi que leurs responsables politiques, à commencer à guérir leurs blessures et à penser à un avenir dans lequel une telle violence est inconcevable.

La Roumanie félicite les hommes et les femmes de la Force de paix au Kosovo (KFOR) et le personnel de l'Organisation des Nations Unies chargé du maintien de l'ordre d'avoir mis fin à la violence, d'en avoir limité les conséquences déjà graves et de l'avoir empêché de précipiter une issue encore plus dangereuse. Nous nous félicitons également de la sagesse avec laquelle le Gouvernement de Serbie-et-Monténégro a abordé cette situation douloureuse.

Nous appuyons les mesures fermes prises par la présence internationale au Kosovo pour rétablir la stabilité, améliorer la sécurité et assurer la protection de toutes les communautés ainsi que de leurs sites religieux, historiques et culturels, et pour traduire en justice les auteurs de la violence organisée et ciblée, renforcer l'état de droit et assurer le respect de l'ordre public. Tirant les leçons utiles, quoique pénibles, des événements récents pour nous tous, nous souhaitons que ces mesures continuent d'être appliquées, parallèlement à d'autres mesures telles que l'accroissement des prérogatives du gouvernement local – qui rend des comptes aux communautés locales – pour qu'une stabilité durable puisse s'installer au Kosovo.

À cet égard, nous exhortons les institutions provisoires d'administration autonome à s'engager pleinement et sans conditions sur la voie d'un Kosovo démocratique, tolérant et pluriethnique, surtout en ce qui concerne la protection et la promotion des droits et libertés des membres de toutes les communautés minoritaires.

La Roumanie se félicite du lancement du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, qui a enfin eu lieu le 31 mars à Pristina sous l'égide du Représentant spécial, M. Harri Holkeri, et du Premier Ministre, M. Bajram Rexhepi. Nous estimons que le Plan, qui doit servir de document de travail et d'orientation, pourra optimiser les progrès du Kosovo vers l'application de ces normes pourvu qu'il soit appliqué sincèrement et réexaminé de façon adéquate à la lumière des récents événements.

La Roumanie reste fermement attachée à la politique des « Normes avant le statut », qui avait été conçue pour le Kosovo conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. À l'heure actuelle, nous pensons que les normes sont la seule solution viable pour permettre l'émergence d'un Kosovo stable. La communauté internationale réaffirme sans ambages son attachement à cette politique.

J'insiste une fois encore sur le fait que les normes, en elles-mêmes, constituent indéniablement des valeurs pour tous les habitants du Kosovo. La Roumanie est convaincue, comme le sont de nombreux pays d'Europe du sud-est, que l'état de droit, la tolérance et la démocratie ne sont pas seulement des

vertus abstraites mais des préalables indispensables à la stabilité et à de meilleures conditions de vie. Nous souhaitons que la population du Kosovo nous rejoigne dans cette conviction et vise à trouver sa place en Europe.

En ce qui concerne la mise en oeuvre des normes, dont nous notons que les débuts remontent à cinq ans, nous voyons dans les récents événements un puissant rappel à l'ordre concernant le besoin urgent de progresser. La violence a indiqué, d'une façon particulièrement tragique, combien il reste à faire au Kosovo pour que chaque personne qui vit dans la province ou souhaite y retourner puisse bénéficier rigoureusement des mêmes droits, des mêmes libertés et de la même sécurité.

La récente et glaçante irruption d'une dure réalité doit aboutir à une concentration des efforts et de la coopération de toutes les parties en présence. Nous nous tournons en particulier vers les institutions provisoires et les dirigeants politiques du Kosovo, qui ont une responsabilité directe et démocratiquement confirmée vis-à-vis de tous les habitants du Kosovo.

En ce sens, nous nous félicitons de la lettre ouverte du 2 avril des dirigeants du Kosovo, qui démontre leur engagement de reconstruire les relations au sein de la province et le Kosovo lui-même, ainsi qu'une compréhension des difficultés que cela implique. Nous attendons d'eux qu'ils mettent énergiquement cet engagement en pratique, dans les plus brefs délais, en reprenant la voie de la mise en oeuvre des normes et en adoptant des mesures prioritaires pour aider le Kosovo à se remettre des récentes violences.

Enfin, mais ce n'est certainement pas le moins important, j'aimerais réaffirmer que la Roumanie soutient énergiquement l'action du Représentant spécial du Secrétaire général, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et de la KFOR dans leurs difficiles missions au Kosovo.

M. Sardenberg (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Jean-Marie Guéhenno de son utile exposé sur la situation actuelle au Kosovo.

Le Kosovo représente un élément clef pour la paix et la stabilité dans les Balkans. Le Brésil soutient le processus de paix et de réconciliation envisagé dans la résolution 1244 (1999), ainsi que la politique des « normes avant le statut » pour le Kosovo.

La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Force de paix au Kosovo (KFOR) ont eu une action très satisfaisante sur le terrain. Après cinq années de travail, la présence de l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle central dans la lutte contre la criminalité, le terrorisme et l'épuration ethnique.

Toutefois, le mois dernier a vu la pire flambée de violence depuis la fin du conflit dans la région, ce qui a prouvé que l'extrémisme et le séparatisme sont bien vivants et que leurs partisans sont impatients d'exploiter toutes les occasions de provoquer une plus grande instabilité. Les responsables des émeutes meurtrières doivent être traduits en justice.

Malgré les efforts des forces de maintien de la paix et des effectifs de police internationale, l'escalade de la violence ne pouvait être évitée, et elle a fait de nombreux morts. Une circonstance particulièrement troublante est que les soldats de la KFOR et les policiers civils de la MINUK ont eux-mêmes été victimes de cette violence. Il a par conséquent été nécessaire de déployer des effectifs de maintien de la paix supplémentaires pour prévenir de nouveaux affrontements. Nous nous félicitons du déploiement de ces troupes. Leur présence a contribué à rétablir le calme au Kosovo, bien que des pillages et des troubles soient encore signalés.

Le Représentant spécial du Secrétaire général a annoncé la création d'un organisme chargé d'évaluer la réponse de la Mission de l'ONU à la récente crise. Nous convenons qu'une évaluation indépendante de la situation peut produire des recommandations utiles pour améliorer l'efficacité de l'action de la Mission.

Nous restons conscients de la fragilité de la situation sur le terrain. Des incidents violents ont levé le voile sur les intentions de ceux qui cherchent à forcer une résolution de la question du statut par la violence et l'intimidation. La communauté internationale doit répondre clairement et sans équivoque. Après tout, le Conseil a déjà condamné la violence, particulièrement la violence motivée par la haine ethnique. Il n'est pas acceptable de laisser des groupes armés, suivant leurs propres objectifs, mettre en péril les engagements souscrits de longue date par l'ONU ou faire dérailler le processus de réconciliation. De plus, notre mission consiste à éviter toute répétition

des honteux épisodes d'épuration ethnique qui ont eu lieu par le passé.

On ne saurait atteindre le but d'un Kosovo stable, démocratique, tolérant et multiethnique qu'en prenant des mesures conjointes. Il est essentiel de protéger intégralement les droits de l'homme pour aboutir à la paix sur la base du droit international. La restauration de la confiance entre les différentes communautés ethniques va de pair avec la reconstruction des églises et des habitations qui ont été détruites.

Nous nous félicitons donc du lancement du plan très détaillé de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, qu'il convient d'exécuter dans le strict respect de la résolution 1244 (1999). Ce plan contient des recommandations et des objectifs de grand intérêt concernant des aspects décisifs pour le rétablissement de la paix et la stabilité au Kosovo, tels que la mise en place d'institutions démocratiques, la tenue d'élections organisées au niveau local, l'exercice des droits des minorités et le respect de la liberté de circulation, et la consolidation de l'économie. Il place le rétablissement de l'état de droit au rang de priorité absolue, ce qui est fondamental au vu des récents événements. À ce propos, nous jugeons positive l'entrée en vigueur du Code pénal provisoire et du Code de procédure pénale provisoire au Kosovo.

Le Brésil a souvent souligné l'importance d'une coopération entre toutes les parties concernées, au premier chef entre les autorités de Pristina et de Belgrade. Le succès du Plan de mise en oeuvre des normes, qui vise une société véritablement multiethnique au Kosovo, exige le dialogue et la participation individuelle et collective de toutes les minorités. Un attachement résolu aux institutions provisoires, une participation au processus politique et l'adoption de réformes économiques constituent le seul espoir d'empêcher la résurgence du conflit.

M. Baja (Philippines) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint Guéhenno de nous avoir présenté la situation actuelle au Kosovo et le Plan de mise en oeuvre des normes. Ce plan nous est présenté quelques semaines après l'éclatement des affrontements interethniques les plus violents qui aient secoué le Kosovo depuis que la communauté internationale a entrepris d'y rétablir l'état de droit il y a cinq ans. La destruction des infrastructures a touché le contingent philippin, qui a vu raser au sol ses installations et détruire les objets personnels de ses membres.

Le Kosovo est une zone de conflit où l'on est en droit d'espérer moins de violence, étant donné que cette Organisation y conduit un processus de résolution de conflit susceptible d'être considéré comme modèle. Cela s'explique par la présence de la puissante et prestigieuse KFOR. Il y a aussi la puissance et le prestige de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et de l'Organisation des Nations Unies. Sur les plans pratique et technique, le Kosovo est placé sous la protection de l'ONU et bénéficie du soutien de la communauté internationale. Mais tout d'un coup, cela ne suffit plus pour contenir la violence. Nous n'en saluons pas moins la prompte réaction du Représentant spécial du Secrétaire général, qui a su rétablir l'état de droit, et prenons note avec satisfaction des mesures actuellement prises en vue de traduire en justice les auteurs des violences perpétrées le mois dernier. À cet égard, nous souhaiterions savoir s'il est vrai, comme certaines informations l'indiquent, que le Kosovo est en train de devenir un foyer du crime organisé dans la région et pourrait servir de base opérationnelle à Al-Qaida.

Le Plan de mise en oeuvre des normes fera avancer, nous l'espérons, l'établissement d'institutions démocratiques. Il est important de maintenir avant la fin de l'année la tenue des élections auxquelles participeront toutes les communautés. La transformation politique doit avancer au même rythme que la lutte engagée pour rétablir la sécurité. Il est crucial d'obtenir l'engagement dans le Plan du plus grand nombre possible d'acteurs. De plus, une stratégie de communication efficace est essentielle pour montrer à la population l'utilité d'adhérer au Plan de mise en oeuvre.

Nous continuons de penser que la situation au Kosovo se résume essentiellement à un dilemme ethnique. Les Albanais et leurs partisans n'accepteront rien de moins que l'indépendance, tandis que les Serbes et leurs partisans sont résolus à continuer de faire partie de la Serbie, car ils pensent que les Albanais resteront peu disposés à défendre les droits de la minorité serbe et que celle-ci ne reconnaîtra pas l'autorité des institutions du Kosovo.

La tâche qui incombe à la MINUK consiste, à mon sens, à trouver un moyen de combler ce fossé et

d'instaurer la confiance nécessaire au rapprochement des deux communautés. Nous avons examiné l'historique de la situation et en sommes venus à parler du plan d'action pour la coexistence. Nous nous interrogeons sur l'ampleur de la coopération des trois principaux acteurs – communautés albanaise et serbe, ainsi que Belgrade – dans le plan d'action pour la coexistence. D'autre part, selon la MINUK, jusqu'à quel point les différents groupes ethniques, et pas seulement les dirigeants, adhèrent-ils au principe « des normes avant le statut »? Nous sommes conscients du fait qu'en soulevant la question du statut nous risquons de radicaliser toutes les parties, mais il est difficile d'éviter cette question et de faire comme si elle ne se posait pas depuis quelque temps.

La population elle-même doit pouvoir s'approprier la stratégie et le Plan afin que personne ne se sente exclu. La tâche qui revient à la MINUK et à la KFOR, ainsi qu'au reste de la communauté internationale, consiste à trouver un moyen de faire naître entre les communautés un degré de confiance suffisant pour vaincre la vendetta et surmonter la peur engendrée par les violences avant, pendant et après le conflit. Un système judiciaire efficace s'avère donc vital.

À l'occasion du dernier exposé fait par l'Ambassadeur Holkeri devant le Conseil, nous avons approuvé son plan et la stratégie de la MINUK, qui consistent à susciter directement parmi la population leur propre base politique favorable aux réformes, de même que nous avons approuvé la stratégie de stabilité politique et économique pour le Kosovo. Nous continuons de les approuver.

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui afin de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie des normes pour le Kosovo. Nous remercions également le Secrétaire général adjoint Jean-Marie Guéhenno de son exposé sur l'exécution du Plan. Nous rendons hommage au Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour leurs efforts dans la mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, ainsi que pour leur ferme volonté d'aider le Kosovo à atteindre ces buts fondamentaux dans son propre intérêt et au profit de la région tout entière.

La paix dans les Balkans dépend fondamentalement de la réussite du Plan. Malgré les remarquables progrès accomplis au Kosovo depuis l'adoption de la résolution 1244 (1999), des défis importants restent à relever. La récente vague de violence témoigne clairement de l'ampleur de la tâche qui nous attend. Déplorant les morts causées par les événements du mois dernier, nous applaudissons à la décision de déployer sans délai des forces internationales afin de garantir la sécurité du territoire et d'y asseoir la stabilité.

L'insécurité demeure une source de vive inquiétude, compte tenu du rôle vital de la sécurité dans l'instauration d'une paix durable, comme l'énonce le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. Les différents domaines de compétence couverts par les « Normes pour le Kosovo », à savoir la primauté du droit, la libre circulation, les retours durables, les droits des communautés, le Corps de protection du Kosovo, le relèvement économique et la protection des droits de propriété, sont liés entre eux et leur application se renforce mutuellement. Leur mise en oeuvre doit néanmoins être pleinement tributaire du fonctionnement normal des Institutions provisoires. Elles doivent travailler de manière efficace, transparente et responsable pour élargir leur influence au niveau local. La MINUK a pour mission à long terme d'aider au fonctionnement normal des Institutions provisoires en se fondant sur les principes de la démocratie, la primauté du droit et les normes universelles des droits de l'homme, y compris les droits des femmes et le droit de vivre dans une société sans discrimination interethnique. La primauté du droit reste un objectif important et fondamental pour le processus de paix au Kosovo. Cela implique que la police et l'appareil judiciaire fonctionnent de façon effective et que leur impartialité est garantie dans le respect des droits de l'homme.

La création d'un Service de police du Kosovo multiethnique et un secteur de la justice ayant la capacité d'exercer avec efficacité et impartialité leurs responsabilités sont des jalons fondamentaux qu'il faut atteindre le plus rapidement possible, au même titre que l'égalité et la justice pour tous et la fin de l'impunité pour les auteurs de crimes. À cet égard, il importe d'établir un Service de police du Kosovo multiethnique et de se pencher résolument sur la question des crimes motivés par la haine ethnique. Les mesures détaillées dans le Plan de mise en oeuvre des

normes pour le Kosovo constituent une importante contribution à la réalisation de cet objectif.

La durabilité des retours et l'exercice des droits des différentes communautés exigent la détermination de toutes les parties au processus. La création d'un environnement sûr permettant le retour des réfugiés et des personnes déplacées doit donc être une priorité et la garantie que les objectifs fixés par la communauté internationale pour le Kosovo doivent être atteints. Les dirigeants politiques à tous les niveaux et les institutions provisoires d'autonomie doivent entreprendre un effort systématique en vue de construire la tolérance interethnique, de promouvoir la réconciliation et d'assurer la liberté de mouvement de tous les citoyens du Kosovo. Il est absolument nécessaire de garantir les conditions propices au retour durable des réfugiés et des personnes déplacées et au bien-être de l'ensemble de la population du Kosovo grâce à la création d'emplois et le développement économique de la région.

Ma délégation appelle donc toutes les parties à favoriser et à intensifier un dialogue constructif entre Pristina et Belgrade afin de parvenir à des résultats concrets et tangibles pour surmonter les graves problèmes que connaît le Kosovo et offrir ainsi à chaque habitant du Kosovo les conditions qui lui permettront de vivre dans sa patrie dans la paix et la dignité.

Pour terminer, nous voudrions demander instamment à tous les intéressés au Kosovo et dans la région de coopérer de manière constructive avec le Représentant spécial du Secrétaire général à la pleine application de la stratégie de normes pour le Kosovo afin de parvenir à la stabilité et à la prospérité et à une société démocratique multiethnique et multiculturelle au Kosovo.

M. Adechi (Bénin) : Je voudrais remercier M. Guéhenno pour les informations qu'il vient de nous donner sur l'évolution de la situation au Kosovo.

Les actes de violence qui ont éclaté en mars de cette année prouvent que la situation dans la province est si fragile que le moindre incident peut conduire à une explosion de violence intercommunautaire de grande envergure. C'est dire qu'au Kosovo, continue de couver un profond malaise face auquel une vigilance de tous les instants reste nécessaire.

À cet égard, nous tenons à saluer la prompte réaction de la Force au Kosovo (KFOR) et de la Mission de l'Administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), qui ont permis de stabiliser la situation et de limiter les dégâts.

Nous réitérons notre condamnation de l'épuration ethnique ainsi que notre condamnation de la destruction délibérée de biens culturels, qui constituent une grave atteinte au patrimoine des communautés vivant au Kosovo, ainsi qu'au patrimoine commun de l'humanité. Nous pensons qu'il est impératif que les auteurs de tels actes soient identifiés et que les mesures les plus rigoureuses soient prises à leur encontre car l'impunité ne fera que favoriser les récidives préjudiciables à la paix et à la sécurité dans la province. C'est pourquoi nous nous félicitons des enquêtes en cours et soulignons la nécessité de les mener avec objectivité pour qu'elles puissent contribuer à calmer les esprits au sein de toutes les communautés impliquées.

Dans ce sens, nous saluons l'adoption du Plan d'application de la politique des « normes avant le statut », qui rend compte d'un travail minutieux pour la définition des actions à mener, l'identification des structures compétentes pour les engager, les moyens à mettre en oeuvre et les délais prescrits, mais aussi d'un effort de révision des politiques suite aux événements tragiques de mars dernier. Au regard des récents événements du Kosovo, il est heureux qu'ait été fermement réaffirmé dans ce Plan l'objectif qui a guidé la définition de la politique des normes avant le statut, à savoir la création d'une société kosovare multiethnique inclusive exempte de discrimination et au sein de laquelle toutes les communautés ont le sens d'une participation effective à la gestion des affaires communes.

La nécessité d'un engagement sans équivoque des institutions provisoires du Kosovo en faveur de cet objectif s'est à juste titre traduite par des mesures concrètes très significatives, comme par exemple la création d'un fonds de réhabilitation et de reconstruction sur le budget consolidé du Kosovo pour réparer les destructions et les dommages causés par les événements, mais aussi l'adoption envisagée de textes législatifs et réglementaires pour protéger le droit de propriété et faciliter le retour des personnes déplacées à l'intérieur de la province.

À cet égard, les défis majeurs auxquels doivent faire face ensemble la KFOR et la MINUK et les institutions provisoires sont et demeurent la haine ethnique, mais aussi la question des structures parallèles serbes dans la province. L'option prise pour une intégration de ces structures parallèles dans les institutions nouvelles du Kosovo nous paraît bien inspirée et la coopération des autorités de Belgrade doit être recherchée pour que cela se fasse sans heurt. C'est dans cet esprit que nous saluons la priorité accordée à la relance du dialogue avec Belgrade par la mise en place des groupes de travail sur des questions de base identifiées.

D'un autre point de vue, il est de la plus haute importance que les élections prévues pour l'automne prochain puissent se tenir dans des conditions optimales de sécurité, d'équité et de transparence. La décision de responsabiliser progressivement la Commission électorale centrale dans la gestion de ces élections nous semble tout à fait indiquée puisqu'elle ne fera que contribuer à l'appropriation du processus électoral par les communautés vivant au Kosovo. La possibilité d'intégrer dans ce processus les réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de la province permettra, à notre avis, d'assurer la crédibilité des élections qui doivent renforcer chez chacune de ces communautés la certitude d'exercer effectivement son droit de participation à la gestion des affaires de la province.

Pour terminer, nous saluons le rôle positif que joue, aux côtés de la KFOR, le Corps de protection du Kosovo dans les événements et les mesures envisagées pour renforcer sa contribution à la stabilisation de la situation de la province dans l'intérêt bien compris de toutes les composantes de la société kosovare.

M. Gatilov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions, nous aussi, M. Guéhenno pour son exposé complet.

La Fédération de Russie est profondément inquiète de l'évolution de la situation au Kosovo (Serbie-et-Monténégro). L'explosion brutale de violence, provoquée au mois de mars par les extrémistes dans cette province, a révélé une politique de nettoyage ethnique menée consciemment contre la population non albanaise du Kosovo et, en particulier les Serbes du Kosovo.

La Russie n'a eu de cesse de mettre en garde contre les dangers d'une telle évolution de la situation. Mais, cette tendance inquiétante, qui s'est accélérée ces dernières années, n'a malheureusement pas suscité une réaction appropriée de la part de la présence internationale dans la province. Il est aujourd'hui parfaitement clair que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) aurait dû, dès le début, lutter de manière plus résolue contre les efforts des éléments extrémistes de la communauté albanaise du Kosovo de former une société monoethnique.

Les raisons fondamentales de cette situation sont claires, à savoir la non-application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, la tendance de certains participants au processus de règlement de la question du Kosovo à prendre leurs désirs pour des réalités, et les efforts visant à inculquer de hautes normes démocratiques à la province sans tenir compte de la situation réelle.

La crise actuelle exige que l'on fasse l'analyse la plus sérieuse de ce qui s'est passé et que l'on apporte d'importantes modifications à la future stratégie de règlement. On ne peut pas faire comme si rien de grave ne s'était produit. Promouvoir le processus d'établissement des normes au Kosovo sans tenir compte des problèmes apparus suite aux événements du 17 au 20 mars est inacceptable. Il faut avant tout faire une enquête approfondie sur les incidents et engager des poursuites contre les instigateurs des pogroms et tous ceux qui s'y sont associés, les ont encouragés ou les ont permis par leur inaction, d'autant que nombre d'entre eux sont bien connus. Il est essentiel d'établir un contrôle plus strict sur les activités des institutions provisoires d'autonomie dans la province et d'assurer une collecte efficace des armes illégales, dont les extrémistes continuent de disposer en abondance.

Nous pensons que, à la lumière des événements, toutes les discussions sur le calendrier concernant le statut final du Kosovo sont tout à fait déplacées. Nous avons franchement été surpris d'entendre dire récemment qu'il faut accélérer les négociations sur le statut de la province, ce qui est quasiment présenté comme une panacée pour la normalisation de la situation au Kosovo. Nous sommes convaincus qu'une telle approche entraînerait, au contraire, de nouvelles complications et équivaudrait à encourager de nouveaux pogroms et de nouvelles purges ethniques.

Nous avons été proprement abasourdis par la déclaration faite le 9 avril par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, M. Holkeri, selon laquelle le Conseil de sécurité aurait déjà approuvé la date pour l'examen de la question du statut futur du Kosovo. Il est clair qu'il s'agit là d'une interprétation erronée des dispositions de la résolution du Conseil de sécurité relative au mécanisme d'évaluation de la mise en oeuvre des normes dans la province, présenté dans la déclaration du Président du Conseil en date du 12 décembre dernier (S/PRST/2003/26).

Comme nous l'avons déjà indiqué, la logique du règlement de la question du Kosovo ne permet absolument pas l'inclusion hâtive du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, comme cela s'est déjà fait d'ailleurs sans avoir été au préalable présenté au Conseil de sécurité, contrairement à ce qui était prévu dans la déclaration du Président du Conseil que j'ai mentionnée. Nous sommes convaincus que ce plan doit être fondamentalement remanié. Il est particulièrement nécessaire d'en renforcer les dispositions relatives à la sécurité égale pour tous, à la liberté de circulation et aux droits et libertés des minorités ethniques. Des efforts doivent aussi être déployés pour rétablir le dialogue direct entre Belgrade et Pristina.

Dans le même temps, il importe d'entamer l'examen commun des options possibles pour la normalisation à long terme de la situation au Kosovo. L'un des éléments clefs d'un tel travail devrait être une analyse approfondie du concept de décentralisation de l'administration de la province afin de trouver des solutions qui prennent en compte les intérêts de l'ensemble des communautés du Kosovo et qui, par l'intermédiaire des garanties institutionnelles nécessaires, créent, dans les faits et non simplement en paroles, les conditions de coexistence de ces communautés au sein d'une société multiethnique et démocratique.

La Russie apporte une assistance aux populations civiles du Kosovo qui ont dû fuir leurs foyers, et nous sommes disposés à collaborer de manière très étroite avec nos partenaires au sein du Groupe de contact et du Conseil de sécurité, ainsi qu'avec l'Union européenne, pour mettre rapidement un terme à la tragédie des Balkans et faire progresser la situation dans la direction définie par les décisions du Conseil de sécurité. Il est fondamental que les efforts entrepris collectivement soient orientés de manière constante et totale vers l'application de la résolution 1244 (1999), qui demeure la seule base légale d'un règlement au Kosovo.

Nous espérons, à cet égard, que les conclusions les plus sérieuses seront tirées de ce qui s'est produit, de sorte à éviter toute politique de deux poids, deux mesures et à recentrer l'attention de la communauté internationale sur un règlement juste du problème du Kosovo, qui est si crucial pour l'Europe.

M. Duclos (France) : Ma délégation s'associe totalement à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'Ambassadeur d'Irlande au nom de l'Union européenne. J'ajouterai quelques mots.

Tout d'abord pour dire, bien entendu, que les événements du mois de mars ont représenté, incontestablement, un coup dur pour le processus que soutient la communauté internationale au Kosovo. Nous sommes, à cet égard, très reconnaissant à M. Jean-Marie Guéhenno de la présentation sans complaisance, et donc très utile, qu'il a faite ce matin.

Il nous semble, comme le Secrétaire général adjoint, qu'il est utile de procéder à un examen de conscience collectif sur ce qui s'est passé lors des récentes violences. Sans doute la principale leçon tient-elle au fait qu'aujourd'hui encore, dans la société kosovare, la place des forces extrémistes demeure très grande, et nous devons renouveler nos efforts pour tenter d'isoler ces extrémistes du courant majoritaire, de ceux qui veulent un Kosovo démocratique.

Le deuxième type de leçon tient, sans doute, à l'attitude ou au dispositif de la présence internationale au Kosovo. Là aussi, nous sommes d'accord avec M. Guéhenno. Nous accueillons avec satisfaction le processus de révision qui sera établi pour voir comment nous en sommes arrivés là. Sans doute, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la KFOR ont-elles réagi avec promptitude et à propos lors de ces événements, mais il n'en demeure pas moins vrai que la MINUK a donné l'impression d'avoir été prise par surprise. On peut donc se demander si la MINUK entretient avec la société kosovare le dialogue et la proximité qui sont nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter de ses fonctions cruciales en matière politique.

On peut aussi s'interroger sur la nature du dispositif économique qui est en place car, comme l'a

indiqué tout à l'heure notre collègue britannique, il est certain que le climat économique déplorable qui prévaut au Kosovo a contribué aux violences que nous avons observées.

Mais au-delà de cet utile examen de conscience collectif sur ce qui s'est passé, que faut-il faire dans les prochaines étapes? En premier lieu, nous pensons – comme d'autres – qu'il faut, bien sûr : rassurer maintenant la minorité serbe; faire en sorte que les biens qui ont été détruits puissent être reconstruits; mettre en oeuvre une politique en faveur des personnes réfugiées qui désirent rentrer chez elles; donner des assurances à la communauté serbe en matière de sécurité et faire en sorte que les responsables des violences soient poursuivis en justice et punis.

En second lieu, nous devons naturellement nous tourner vers les autorités provisoires du Kosovo, qui doivent avoir une attitude responsable. Nous ne sommes pas opposés, pour notre part, au transfert à ces autorités provisoires de davantage de responsabilités dans un certain nombre de domaines précis mais il doit être clair que ce sont les autorités provisoires du Kosovo qui sont les premières comptables du rétablissement d'un climat propice à des progrès au Kosovo. À cet égard, nous nous félicitons, comme d'autres, de la lettre ouverte du 2 avril et nous espérons que les engagements positifs qu'elle contient se traduiront par des mesures concrètes.

En troisième lieu, faut-il modifier notre approche en ce qui concerne le plan d'application des normes? Nous ne le pensons pas et comme d'autres aussi, nous sommes favorables à la poursuite du processus qui a été mis en place. Nous avons pris note, à cet égard, du plan d'application des normes présenté par le Représentant spécial le 31 mars, qui nous paraît un document utile sur lequel nous sommes prêts à travailler. Sans doute ce document doit-il veiller à mettre en relief, dans le contexte actuel, un certain nombre de points comme les droits des minorités, les droits de l'homme, l'état de droit. Je pense aussi qu'il est important que ce document ne laisse place à aucune ambiguïté sur la nature du rendez-vous prévu pour la mi-2005. Comme l'a indiqué le Conseil de sécurité dans sa déclaration du 12 septembre, seuls des progrès suffisants de la part des institutions provisoires dans la réalisation des normes permettra de lancer la discussion.

Enfin, nous sommes disposés, pour notre part, à travailler sur une déclaration présidentielle, qui nous paraîtrait très utile pour souligner à nouveau un certain nombre de messages de la part du Conseil de sécurité et de la communauté internationale dans les circonstances présentes : message de condamnation des violences et message d'espoir pour l'avenir.

Mme Menéndez (Espagne) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Guéhenno de son exposé. En outre, l'Espagne, naturellement, s'associe elle aussi à la déclaration que va prononcer tout à l'heure le Représentant permanent de l'Irlande au nom de l'Union européenne.

Deux faits très importants se sont produits ces dernières semaines au Kosovo : la violence interethnique, du 17 au 20 mars, et la publication du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo.

S'agissant du premier, l'Espagne condamne sans réserve la violence ethnique qui a provoqué des pertes humaines, la destruction de biens et d'éléments du patrimoine religieux et spirituel des Serbes orthodoxes, tout autant que les attaques menées contre la KFOR et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Ces faits doivent faire l'objet d'une enquête et les responsables doivent être traduits en justice afin de veiller à ce que ces incidents ne se reproduisent pas. Ces événements représentent un revers grave pour le processus de normalisation en cours et pour le respect des normes fixées au Kosovo et nous estimons que les institutions provisoires doivent en prendre acte. Elles se doivent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir le respect des droits de toutes les minorités kosovares. Les auteurs de ces actes de violence doivent savoir que la force n'est jamais un moyen pour des fins politiques.

S'agissant du plan de mise en oeuvre, nous réaffirmons notre appui à la politique des « normes avant le statut », qui reste au coeur et à la base de l'action de la communauté internationale au Kosovo. À cet égard, la publication du plan signifie un progrès dans l'application des normes. Néanmoins, nous estimons qu'elle ne doit inciter personne à penser que la situation est inchangée, que tout est comme avant, car la violence du mois de mars représente, en effet, une grave atteinte à la mise en oeuvre des normes et, par conséquent, au plan proprement dit. À cet égard, nous estimons qu'il convient d'inviter le Représentant spécial du Secrétaire général et la MINUK à revoir et à

renforcer, le cas échéant, les aspects du plan qui ont eu le plus à souffrir des événements de mars, notamment le processus du retour des réfugiés et la question de la liberté de circulation.

Enfin, nous redisons notre appui à M. Holkeri, à la MINUK et à la KFOR dans les efforts qu'ils déploient en faveur de la mise en oeuvre de la résolution 1244 (1999). Nous estimons qu'il faut rappeler aux institutions provisoires que c'est au premier chef à elle qu'incombe la responsabilité fondamentale du respect du plan de mise en oeuvre.

M. Maquieira (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Guéhenno, de son exposé, grâce auquel nous avons pu nous faire une idée précise de la situation délicate qui règne au Kosovo depuis quelques semaines. Par son entremise, nous tenons à transmettre à M. Harri Holkeri, Représentant spécial du Secrétaire général, et à l'ensemble du personnel de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) l'expression de notre appui dans leur tâche de mise en oeuvre de la résolution 1244 (1999).

C'est avec grande inquiétude que nous avons suivi les événements violents survenus au Kosovo. Nous redisons qu'il convient de traduire en justice les responsables de ces actes méprisables, qui se sont, malheureusement, soldés par des pertes humaines, des centaines de blessés et des dégâts matériels considérables. Nous nous devons d'empêcher que l'impunité ne s'impose au Kosovo. Je tiens à redire une fois encore que le Chili condamne tous ces actes dans les termes les plus vigoureux.

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions de ce qui s'est produit, mais nous encourageons à la poursuite du processus d'analyse de la crise afin d'en tirer les enseignements et de faire les modifications qui s'imposent et d'éviter ainsi que ce type d'actes odieux ne se reproduisent. Nous saluons les efforts déployés en la matière, tant par la MINUK que par les institutions provisoires d'administration autonome. Ce qui est évident, c'est que si la communauté internationale n'est pas ferme dans ses efforts pour instaurer un Kosovo multiethnique et démocratique conformément à la résolution 1244 (1999), les auteurs des actes de violence auront gagné.

Le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, présenté en mars dernier, représente un outil indispensable pour faire respecter les normes figurant dans le document « Normes pour le Kosovo », qui a été publié en décembre dernier à Pristina et entériné par le Conseil. Le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, dont les bases juridiques et les directives figurent dans le document « Normes pour le Kosovo », a pour vision un Kosovo véritablement multiethnique, stable et démocratique. Chacun doit contribuer à cette entreprise. La coopération entre les institutions provisoires d'administration autonome et la MINUK sera essentielle en vue de l'application du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. La contribution de Belgrade est également cruciale à cet égard.

La valeur du Plan de mise en oeuvre réside dans l'ensemble des directives qui ont été prévues pour procéder à une évaluation quantitative et qualitative des progrès réalisés concernant les normes. Les examens futurs constitueront un fait marquant. Nous attendons avec grand intérêt les résultats concernant les progrès effectués.

Nous répétons qu'en l'absence d'un retour important et systématique des personnes déplacées et des réfugiés – en dépit des échecs récents –, d'une libre circulation suffisante, du démantèlement des institutions parallèles et d'un dialogue constructif entre Belgrade et Pristina, d'une part, et entre la MINUK et l'Assemblée du Kosovo, d'autre part, l'édification d'une société multiethnique et démocratique, susceptible d'intégrer tous les habitants du Kosovo, sans exception, ne sera pas possible.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, de la tenue aujourd'hui de la présente séance consacrée à la situation au Kosovo. Je remercie également M. Jean-Marie Guéhenno pour l'exposé qu'il nous a fait sur la situation actuelle au Kosovo.

Comme d'autres membres du Conseil, le Pakistan a fermement condamné la violence du 17 et 18 mars, qui a fait au moins 19 victimes. Nous condamnons non seulement les pertes en vies humaines et les blessures causées, mais aussi les dégâts qu'ont subis les sites religieux et culturels au Kosovo durant les émeutes. Nous sommes heureux que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture travaille avec les autorités sur place au Kosovo pour reconstruire certains de ces sites. Nous félicitons la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Force de paix au Kosovo

(KFOR) pour leurs efforts visant à rétablir la stabilité au Kosovo. Nous nous félicitons de la façon efficace dont le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Holkeri, a contribué à désamorcer cette situation très difficile. Nous appuyons à cet égard la demande de M. Holkeri pour que des enquêteurs de police et des procureurs supplémentaires soient fournis à la MINUK. Nous espérons que la MINUK poursuivra ses enquêtes en vue de déterminer les causes de la violence et fera en temps voulu rapport au Conseil sur ses conclusions. Nous félicitons aussi tous ceux au Kosovo qui ont fermement condamné la violence et qui ont appelé au calme et à la réconciliation.

Certains ont décrit la violence du mois dernier comme un signal d'alarme. Le Pakistan fait partie des rares pays, voire le seul au Conseil, qui ont systématiquement réclamé que l'on précise le statut politique final du Kosovo. Je voudrais être clair : la violence ne doit pas être récompensée. Il ne saurait y avoir d'impunité pour les auteurs de ces actes, qu'ils soient Albanais ou Serbes. Cependant, aussi longtemps que l'on différera le mouvement vers le statut, le retard continuera d'alimenter les frustrations d'une part et la rhétorique nationaliste de l'autre, et il perpétuera le cycle de violence. Cette violence se reproduira, à moins qu'une solution ne soit trouvée à la question épineuse du statut. Nous le redirons, comme nous l'avons dit précédemment : la clef de la sécurité et de la prospérité réside dans le fait de préciser le statut politique final du Kosovo.

La position du Pakistan sur le statut est indépendante de notre appui aux normes. Nous prenons note des observations récentes de M. Holkeri selon lesquelles « les normes ne constituent pas un obstacle au progrès du Kosovo ». Ce n'est pas leur but, à notre avis. Nous convenons que la mise en place d'une société tolérante, multiethnique, démocratique et pacifique au Kosovo reste l'objectif essentiel dans le cadre de l'application de la résolution 1244 (1999). Nous nous félicitons que M. Holkeri ait annoncé le Plan de mise en oeuvre des normes à Pristina le 31 mars. Ce plan définit les politiques relatives à chacune des huit normes, politiques qui doivent être mises en oeuvre en fonction de certaines échéances, tout comme les responsabilités qui ont été attribuées. Ce plan doit être appliqué par les Institutions provisoires de l'administration autonome du Kosovo, grâce à l'aide et à l'appui de la MINUK et de la communauté internationale.

Le Pakistan est cependant préoccupé que toutes les communautés n'aient pas participé à la préparation du Plan de mise en oeuvre. Nous espérons que cela ne constituera pas, par la suite, un obstacle à la mise en oeuvre du Plan. Nous sommes préoccupés aussi que la politique relative à deux des normes les plus importantes, à savoir les retours et la libre circulation, n'ait pas encore été parachevée. Ce sont des domaines essentiels dans lesquels nous espérons que des progrès rapides pourront être réalisés. Tout aussi importante est la nécessité de renouer le dialogue entre Pristina et Belgrade qui, comme l'a dit M. Guéhenno, est actuellement bloqué. Comme d'autres, nous examinons en ce moment le Plan de mise en oeuvre. Nous voulons à ce stade offrir un appui initial prudent, en émettant tout de même les avertissements suivants.

Premièrement, l'absence d'appui de la part d'une communauté ou d'une partie ne doit pas servir d'excuse pour différer le respect des normes ou empêcher des progrès en vue de régler définitivement la question du statut à l'avenir. Deuxièmement, en appliquant le Plan, il ne faudrait pas placer la barre trop haut de façon que la plupart des pays représentés au sein de cette Organisation, y compris ceux de l'Union européenne, aient des difficultés à les respecter. Enfin, le Plan doit demeurer réaliste et réalisable. À cet égard, nous sommes heureux de prendre note de l'observation de M. Holkeri selon laquelle

> « Le Plan est globalement un document vivant : il sera révisé au fur et à mesure. Cela est logique, car certaines politiques pourraient ne pas produire de résultats et nous aurions peut-être besoin d'autres. »

Nous comprenons bien que le Groupe de contact sur le Kosovo prépare une déclaration du Président sur le Kosovo. Nous attendons avec intérêt de travailler avec les autres membres du Conseil pour établir le texte final de cette déclaration. Si nous appuyons les efforts déployés par le Groupe de contact et si nous comprenons le caractère délicat de la situation, nous voudrions néanmoins les encourager à consulter davantage qu'ils ne l'ont fait les autres membres du Conseil dans la préparation de ces documents. L'assentiment automatique des autres membres du Conseil qui pourraient avoir leurs propres points de vue sur la question ne devrait pas être considéré comme acquis.

M. Zhang Yishan (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint, M. Jean-Marie Guéhenno, de son exposé consacré à la situation au Kosovo (Serbie-et-Monténégro).

La violence interethnique à grande échelle survenue au Kosovo le mois dernier a gravement sapé le processus de paix au Kosovo ainsi que les efforts de la communauté internationale sur place. Bien que la situation se soit quelque peu détendue, elle reste extrêmement précaire. Nous déplorons les actes de violence à l'égard des Serbes du Kosovo ainsi que la destruction de sites religieux et culturels décrits par M. Guéhenno dans son exposé.

Nous appelons instamment les parties concernées à faire le plus rapidement possible toute la lumière sur ces dits événements et à traduire en justice leurs auteurs. Nous espérons que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la Force de paix au Kosovo (KFOR) et les institutions provisoires d'administration autonome adopteront de nouvelles mesures pour consolider l'état de droit, améliorer l'ordre public et assurer la sécurité de toutes les communautés ethniques, en particulier celle des minorités, en garantissant leur droit au retour et leur liberté de mouvement. Nous appelons en outre toutes les parties concernées à continuer d'oeuvrer à la réconciliation entre toutes les communautés ethniques afin de créer des conditions propices à la mise en place d'une société multiethnique au Kosovo.

Nous avons toujours soutenu que le règlement de la question du Kosovo doit être fondé sur la résolution 1244 (1999) et le principe des « Normes avant le statut ». C'est également de cette façon que le comprend la communauté internationale. Nous avons pris note du fait que la MINUK a formulé le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo et a l'intention de procéder à une nouvelle évaluation. Nous espérons que le Plan aidera le Kosovo à faire des progrès substantiels dans les domaines politique, économique et social.

Je voudrais une fois encore souligner que la seule façon de régler la question du Kosovo passe par le dialogue politique. La violence ne peut contribuer au règlement de la question ni profiter aux intérêts d'aucune partie. Nous espérons que Belgrade et Pristina reprendront le dialogue et régleront leur différend grâce à de patientes négociations.

M. Cunningham (États-Unis) (*parle en anglais*) : Je remercie également le Secrétaire général adjoint Guéhenno de son exposé au Conseil ce matin. Je tiens à m'associer aux autres membres du Conseil pour dire que la récente vague de violence au Kosovo était déplorable et qu'elle ne devrait plus se reproduire. Ces violences représentent une voie sans issue pour le peuple du Kosovo et les populations de la région. Je voudrais transmettre une fois encore les condoléances de mon Gouvernement aux blessés, aux familles des disparus et à ceux qui ont perdu leurs biens. Nos pensées accompagnent ces familles qui ont souffert.

Nous constatons avec satisfaction que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Force de paix au Kosovo (KFOR) ont déjà procédé à l'arrestation de près de 180 personnes soupçonnées d'avoir participé aux violences. Les responsables des meurtres et des actes de destruction doivent comparaître devant la justice, et les autorités kosovares devraient appréhender les responsables et les traduire rapidement en justice.

Je voudrais également rendre hommage à ceux qui se sont élevés contre la violence. La rapide réaction de la MINUK et de la KFOR a aidé à réprimer la violence, et les braves soldats, agents de police et autres personnes concernées méritent notre gratitude. La plupart des dirigeants des institutions provisoires d'administration autonome ont réagi de façon responsable en condamnant la flambée de violence et en exhortant la population kosovare à régler son différend pacifiquement. Le Premier Ministre Rexhepi a fait preuve d'autorité dans ses appels à l'arrêt des violences, tout comme les dirigeants de Belgrade qui avaient appelé au calme.

L'intervention rapide de la MINUK a empêché de nouvelles destructions du patrimoine architectural, notamment grâce au renfort de 3 000 soldats envoyés au Kosovo. Selon la MINUK, plus de 22 églises ont cependant été détruites et 11 autres endommagées par suite du déclenchement initial des violences. Nous encourageons la KFOR, en coordination avec la MINUK et le Service de police du Kosovo, à assurer la protection des sites culturels et religieux au Kosovo, et nous demandons instamment aux institutions provisoires de tenir leur promesse de poursuivre les efforts de reconstruction afin de restaurer les églises et les habitations endommagées.

Ces violences ont clairement représenté un revers dans l'évolution du Kosovo vers une société qui puisse faire partie de l'Europe. Elles ont également représenté un défi pour la communauté internationale. Les États-Unis restent pleinement attachés à la multiethnicité, la paix, la prospérité et la démocratie au Kosovo. Nous ne permettrons pas que la violence nous détourne de tenir le Kosovo pour responsable de respecter les normes arrêtées par l'ONU, qui instaureront une démocratie, une société pacifique et multiethnique et l'état de droit : les conditions préalables que la communauté internationale a fixées pour mettre en route un processus visant à déterminer le statut politique futur du Kosovo.

Nous appuyons la date fixée pour procéder à l'évaluation et à l'examen d'ensemble des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des normes de la MINUK, soit vers le milieu de 2005 ou plus tôt si les progrès le permettent. Ceux qui croient que la violence peut servir à avancer leur agenda politique devraient savoir que les États-Unis et la communauté internationale ne prendront pas de décision sur le statut final tant que le Kosovo ne sera pas en mesure de garantir un environnement pacifique et sûr à toutes les communautés. Nous restons attachés au respect des normes, qui représentent la seule voie permettant au Kosovo de décider de son statut politique futur.

Les normes demeurent la voie à suivre, mais nous ne pouvons continuer comme si rien n'était arrivé. Les violences récentes ont clairement montré qu'un redoublement des efforts est nécessaire au Kosovo. À cet égard, nous nous félicitons de la publication, le mois dernier, du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, qui énonce les mesures spécifiques à prendre pour la mise en oeuvre des normes. Le Plan précise aussi quelles mesures devraient être prises à titre prioritaire au vu de la récente vague de violence. Le Groupe de contact se réunira à Pristina dans le courant de ce mois pour donner son appui à la MINUK et dresser de première main un bilan de la situation. Des efforts accrus devraient porter, dans la mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, sur les questions ayant une incidence immédiate et que les violences ont mises en lumière, notamment la mise en place de l'état de droit, l'arrestation et la poursuite en justice des auteurs de violences, ainsi que la reconstruction rapide des biens, privés ou religieux, qui furent endommagés et détruits.

De manière générale, il est clair que le Kosovo doit redoubler d'efforts pour assurer la sécurité de toutes les communautés et envisager de déléguer son autorité pour mettre en place une administration locale plus efficace.

Il convient de rappeler l'objectif énoncé dans les normes de l'ONU : un Kosovo où tous, quelles que soient leur origine ethnique, leur race ou leur religion, sont libres de travailler et de voyager sans crainte, sans être exposés à l'hostilité ou au danger, et où la tolérance, la justice et la paix règnent pour tous. Si la population du Kosovo est prête à aller de l'avant sur le terrain des normes, les États-Unis, de concert avec l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne, sont prêts à aider le Kosovo à édifier avec succès un avenir meilleur.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en tant que représentant de l'Allemagne.

Premièrement, je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Jean-Marie Guéhenno de son exposé très complet.

Deuxièmement, je voudrais dire que l'Allemagne souscrit pleinement à la déclaration que le représentant de l'Irlande prononcera sous peu au nom de l'Union européenne.

Le mois dernier, la violence a contraint toutes les parties concernées au Kosovo – les dirigeants politiques locaux et la communauté internationale – à dresser un bilan réservé des politiques qu'ils ont jusqu'à présent poursuivies. À l'évidence, l'enseignement qu'il faut en tirer n'est pas de renoncer à notre objectif de bâtir un Kosovo démocratique et tolérant. Au contraire, la violence a souligné le net choix entre une société civilisée et une société où les extrémistes influencent la population. Nous devons clairement faire savoir maintenant ce qu'il est attendu de toutes les parties pour réaliser nos objectifs.

Pour les dirigeants politiques au Kosovo, l'enseignement le plus important à tirer est qu'ils ne doivent laisser planer aucun doute sur leur détermination de protéger les minorités et de bâtir une société multiethnique. La lettre récente des dirigeants politiques albanais du Kosovo à la population kosovare a constitué un geste important. Mais il faut maintenant que ces mots soient suivis par des actes.

Les dirigeants politiques doivent également être sans équivoque quant à leur détermination d'isoler et de sanctionner les extrémistes violents. Ils doivent expliquer la logique de la réconciliation à leurs électeurs et être prêts à en assumer le coût politique. Financer la reconstruction de toutes les habitations et églises détruites à partir du budget consolidé du Kosovo peut rendre plus impopulaires les dirigeants des institutions provisoires d'administration autonome auprès de leurs électeurs puisque d'autres tâches hautement prioritaires devront être différées en conséquence. Néanmoins, toutes les habitations et les églises doivent être reconstruites.

Mettre en prison les extrémistes et purger les partis et les structures gouvernementales de l'influence extrémiste peut également priver de quelque appui les dirigeants politiques. Licencier les officiers du Service de police du Kosovo qui ont failli à leur devoir de protection des minorités risque aussi de ne pas être populaire politiquement. Mais toutes ces mesures sont essentielles pour la création d'une société stable.

Un domaine où il est particulièrement important de progresser concerne le rapprochement de l'autorité gouvernementale des collectivités locales du Kosovo, au moyen d'une décentralisation du pouvoir politique. Les collectivités locales du Kosovo doivent avoir davantage leur mot à dire au sujet d'institutions telles que les écoles, pour assurer que les autorités soient sensibles aux besoins locaux. Parallèlement à cette décentralisation du pouvoir politique, les structures parallèles illégales pourront être éliminées. Nous continuerons à soutenir la décentralisation comme moyen de créer des autorités locales plus stables et plus efficaces, ce qui est aussi dans l'intérêt des minorités.

La communauté internationale doit aussi exprimer clairement son propre engagement. Premièrement, nous devons réaffirmer que notre engagement en faveur des communautés minoritaires du Kosovo est inébranlable: nos soldats, nos effectifs de police internationale et des éléments de notre dispositif d'administration civile resteront au Kosovo en nombre suffisant jusqu'à ce que tous les Kosovars puissent bénéficier de la liberté et de la sécurité. Deuxièmement, nous devons exprimer clairement que nous sommes extrêmement sensibles à la différence entre une adhésion en paroles aux idéaux et la mise en oeuvre pratique de normes, et que nous n'accepterons rien d'autre que des actions concrètes et des progrès tangibles. Enfin, nous devrons analyser pourquoi la haine reste si vive au Kosovo cinq ans après qu'il a été mis fin aux souffrances de la population albanaise du Kosovo, et identifier ce que peut faire la communauté internationale pour aider à promouvoir une réconciliation entre toutes les communautés du Kosovo.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

L'orateur suivant est la représentante de la Serbie-et-Monténégro. Je lui donne la parole.

Mme Ninčić (Serbie-et-Monténégro) (*parle en anglais*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril et de vous remercier d'avoir convoqué cette séance sur la mise en oeuvre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Je tiens aussi à remercier sincèrement le Secrétaire général adjoint Guéhenno de son exposé.

Un rude coup à été porté aux efforts visant à transformer les Balkans de l'ouest en une région de stabilité et de progrès avec le lancement par des extrémistes et terroristes albanais du Kosovo d'une campagne orchestrée de violence, d'intimidation et de nettoyage ethnique au Kosovo-Metohija du 17 au 20 mars, en présence de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et de la KFOR.

D'après la résolution 1244 (1999), la présence internationale de sécurité a pour mandat d'établir un environnement sûr pour que les réfugiés et les personnes déplacées puissent rentrer chez eux. D'après la même résolution, la présence civile internationale a pour mandat de maintenir l'ordre public, de défendre et promouvoir les droits de l'homme et de veiller à ce que tous les réfugiés et personnes déplacées puissent rentrer chez eux en toute sécurité et sans entrave. Toutes deux ont failli dans l'exécution de leurs obligations.

Mon gouvernement a pris note de l'annonce faite par M. Holkeri que la MINUK compte traduire en justice toutes les personnes dont l'implication dans les récentes violences peut être prouvée. Nous nous féliciterons de la mise en route de procès contre les auteurs de ces crimes. Les occasions n'ont pas manqué au cours des cinq années d'administration internationale du Kosovo-Metohija pour démontrer

qu'une culture d'impunité pour la violence motivée par la haine ethnique ne serait pas tolérée. Le moment présent constitue peut-être l'une des dernières occasions d'empêcher l'impunité de donner naissance à une société monoethnique.

La Serbie-et-Monténégro apprécie également les engagements en vertu desquels les maisons, les églises et les villages dévastés seront reconstruits. Ce n'est que si ces assurances sont rapidement suivies d'effet qu'il sera possible d'estimer que les extrémistes à l'origine de la violence n'ont pas gagné.

Les violences qui ont eu lieu en mars au Kosovo-Metohija ont été largement condamnées. Toutefois, nous devons signaler que ces effusions de sang n'étaient pas un phénomène abstrait n'appelant qu'une réprobation d'ordre général. Mon gouvernement espère voir analyser dans le prochain rapport du Secrétaire général les origines politiques de cette violence planifiée. Sans un examen des causes d'une vague d'attaques organisée, qui a abouti à la mort de nombreux civils, provoqué des centaines de blessés et fait que des milliers de personnes ont été expulsées de leurs maisons saccagées et incendiées et que des dizaines d'églises et monastères orthodoxes ont été dévastés, il ne pourra y avoir ni sécurité, ni stabilité ni réconciliation.

Depuis juin 1999, la communauté serbe et d'autres communautés ethniques ont subi des attaques et une intimidation quotidiennes de la part d'extrémistes appartenant à la population majoritaire des Albanais du Kosovo. Après les événements tragiques du mois dernier, il est clair que l'enjeu au Kosovo-Metohija n'est pas simplement de préserver les droits des membres de la communauté serbe, mais d'assurer leur simple survie physique.

Dans ces circonstances, il est difficile d'envisager l'application rapide et sans heurts du concept de société démocratique, pluriethnique et prospère mis en avant dans les documents des « Normes pour le Kosovo » et du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. Ces documents n'offrent tout simplement pas de garanties suffisantes pour la survie de la population serbe de la province, sans même parler du retour de réfugiés. Si de telles garanties ne sont pas mises en place, ce sera tout simplement la fin de la possibilité d'un Kosovo pluriethnique – en présence même de la communauté internationale qui serait partiellement responsable de ce résultat.

C'est pourquoi nous devons disposer d'une réelle sécurité et de garanties institutionnelles fiables pour la communauté serbe et les autres communautés ethniques du Kosovo-Metohija. Il est essentiel que les communautés ethniques particulièrement vulnérables bénéficient d'une réelle autonomie au Kosovo-Metohija, afin qu'elles soient en mesure de protéger leurs vies et leurs biens, de garantir la liberté de déplacement et d'assurer des possibilités d'emploi, puis qu'elles construisent progressivement les bases d'une coexistence avec la population majoritaire. Partant de cette réalité, aussi bien le Gouvernement serbe que toutes les forces politiques concernées de la République estiment que la survie, le retour et la vie paisible des Serbes ne pourront être garantis au Kosovo-Metohija que par le biais d'une autonomie territoriale, qui constitue un mécanisme établi de longue date pour la protection des droits de minorités ethniques, culturelles et linguistiques en Europe.

Le Gouvernement serbe a élaboré une proposition en ce sens et va prochainement la présenter à tous les acteurs nationaux et internationaux. Cette proposition traite des moyens d'améliorer les conditions de vie de la communauté serbe du Kosovo-Metohija et de permettre à ses membres de gérer les questions qui ont une importance vitale pour leur qualité de vie. Elle ne traite pas du statut futur du Kosovo-Metohija tel que l'envisage la résolution 1244 (1999), et ne cherche pas à préjuger de son issue. Ce sont les violences et les appels répétés à l'indépendance de la part des responsables albanais du Kosovo qui cherchent à préjuger du statut final.

Le Gouvernement de Serbie-et-Monténégro, comme le Gouvernement serbe, sont opposés à toute modification des frontières dans les Balkans, connaissant très bien les conséquences que de tels changements ont eu au cours des 10 dernières années et les conséquences qu'ils seraient susceptibles d'avoir à l'avenir. Les deux Gouvernements sont tournés vers un avenir marqué par un processus d'intégration plutôt que de désintégration.

C'est pourquoi mon gouvernement attend du Conseil de sécurité qu'il soutienne les propositions visant à fournir aux communautés ethniques non majoritaires du Kosovo-Metohija des garanties institutionnelles qui assurent leur survie, permettent le retour des personnes réfugiées et déplacées, protègent leurs droits et préservent leur patrimoine culturel et religieux. Nous estimons également qu'il est nécessaire

de reprendre le dialogue entre Belgrade et Pristina sur les questions pratiques. Nous espérons voir les signes d'un engagement semblable de la part des institutions provisoires d'administration autonome – qui sont restées constamment évasives par le passé.

Le Président (*parle en anglais*) : Le prochain orateur est le représentant de l'Irlande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Ryan (Irlande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de parler au nom de l'Union européenne (UE). Les pays en voie d'adhésion, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie; les pays candidats, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie; et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, s'associent à la présente déclaration.

Je remercie le Secrétaire général adjoint Guéhenno de son exposé très complet.

L'Union européenne se réjouit que nous soit donnée aujourd'hui la possibilité d'examiner la situation au Kosovo. L'Union européenne a vigoureusement condamné les récents actes de violence à motivation ethnique au Kosovo, les morts, les dégâts matériels et la destruction du patrimoine religieux et culturel, qui appartient à tous les Européens. L'Union européenne a tout aussi vigoureusement condamné les attaques dirigées contre les troupes de la KFOR, le personnel et les installations de la MINUK. L'Union européenne engage vivement tous les dirigeants, en particulier les dirigeants albanais du Kosovo, à assumer leurs responsabilités face à cette situation et à veiller à ce que de tels actes ou menaces de violence ne se reproduisent plus. Il est impératif que les responsables de la violence soient traduits en justice.

Nous demandons aux institutions provisoires d'administration autonome de prouver leur attachement à un Kosovo multiethnique. Nous applaudissons à leur décision immédiate d'allouer des fonds à la reconstruction et nous les prions instamment de prendre en charge dans une plus large mesure la reconstruction urgente des biens endommagés, notamment des lieux de culte, et de garantir le retour des personnes déplacées dans les plus brefs délais. Nous tenons également à souligner que les dirigeants politiques du Kosovo doivent travailler en étroite coopération avec la MINUK et la KFOR afin d'assurer la sécurité physique des membres de chacune des communautés du Kosovo et de protéger l'intégralité de leurs droits.

Les récents événements portent un coup très dur au Kosovo et hypothèquent les progrès accomplis ces dernières années. L'Union européenne réaffirme son plein appui au Représentant spécial du Secrétaire général Harri Holkeri, à la MINUK et à la KFOR, qui oeuvrent avec détermination à stabiliser la situation et à faire appliquer la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, ainsi que la politique des normes avant le statut. Ils demeurent les piliers de l'engagement international au Kosovo. La voie sur laquelle le Kosovo doit s'engager est la mise en oeuvre des normes. À cet égard, nous notons que la présentation, le 31 mars dernier, du Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo marque une nouvelle étape du processus. Nous réaffirmons l'attachement de l'Union européenne à un avenir de stabilité pour un Kosovo multiethnique, prospère, démocratique et sûr occupant la place qui lui revient au sein de l'Europe.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Haraguchi (Japon) (*parle en anglais*) : En premier lieu, je voudrais exprimer la profonde inquiétude du Japon suite à la violence qui a éclaté le mois dernier au Kosovo. Nous espérons que, pour nous aider à mieux comprendre pourquoi la violence a resurgi malgré tous les efforts déployés par la communauté internationale pour instaurer la stabilité et permettre le retour à des conditions normales, le Secrétaire général nous fournira dans son prochain rapport une évaluation détaillée des incidents et des mesures prises par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pendant les violences, éventuellement en s'appuyant pour cela sur l'exposé substantiel fait aujourd'hui par M. Guéhenno.

Le Japon souhaiterait faire deux remarques au sujet de la violence au Kosovo, laquelle mérite, à notre avis, d'être étudiée avec soin par tous les membres de la communauté internationale.

Premièrement, la principale leçon que nous avons tirée de la violence est qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour établir une société multiethnique. Et,

pour atteindre cet objectif, il n'y a pas d'autre solution que de mettre en oeuvre les normes pour le Kosovo. Nous exprimons notre soutien à la MINUK et aux institutions provisoires dans la mise en oeuvre des normes et nous engageons vivement la communauté internationale à exprimer son appui au Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo, récemment présenté.

Deuxièmement, la violence a mis en évidence le besoin accru de sécurité au Kosovo. Mon gouvernement exprime son appui au Représentant spécial du Secrétaire général, Harri Holkeri, ainsi qu'à la MINUK et à la KFOR, qui ont redoublé d'efforts pour stabiliser la situation dès l'éclatement de la violence. Dans le même temps, à la lumière de l'évaluation des mesures prises par la MINUK avant les violences, il convient que nous réfléchissions sérieusement à la manière dont nous pouvons renforcer durablement la sécurité. L'une des tâches les plus immédiates consiste à renforcer les organes de sécurité kosovars, notamment en améliorant la formation des policiers. Le Japon coopère avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre du programme de contrôle des armes légères illicites et du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine. Nous engageons vivement tous les États Membres à nous rejoindre en prenant des mesures similaires.

Le 5 avril, le Japon a accueilli à Tokyo la Conférence ministérielle sur la consolidation de la paix et le développement économique des Balkans occidentaux. La question du Kosovo a tenu une très grande place dans les débats. La plupart des participants ont condamné les récentes violences, lancé un appel en faveur de mesures visant à prévenir la violence à motivation ethnique, prôné le rétablissement de la sécurité par la MINUK et la KFOR, et exprimé leur adhésion au Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. Tous ces éléments ont été repris dans les conclusions communes de la Conférence.

Pour sa part, mon gouvernement a l'intention de rester fidèle à son engagement de faire régner la stabilité et la prospérité dans l'Europe du Sud-Est en coopération avec le reste de la communauté internationale. Nous avons la ferme conviction qu'il est essentiel de stabiliser le Kosovo pour stabiliser la région tout entière.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Albanie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Nesho (Albanie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité et de vous adresser mes voeux de plein succès.

De plus, je remercie le Secrétaire général adjoint Guéhenno de son exposé détaillé et de ses remarques pertinentes.

Les actes de violences perpétrés le mois dernier au Kosovo, que l'opinion mondiale, mais aussi la population et les institutions du Kosovo ont condamnés, montrent que l'on ne peut et que l'on ne doit pas laisser les extrémistes de tous bords prendre en otages le processus démocratique et l'avenir du Kosovo; ni laisser la déstabilisation être exploitée au profit des vieilles idées nationalistes et autres scénarios.

D'un autre côté, comme cela est clairement défini dans la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, dans le document sur les normes et autres documents du Conseil de sécurité, l'avenir du Kosovo réside dans l'édification d'une société démocratique, multiethnique et libre à l'intérieur d'un pays aspirant à occuper la place qui lui revient au sein de la famille européenne. La présence et les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et de la KFOR montrent clairement que la communauté internationale est déterminée à avancer dans cette direction.

Le Gouvernement albanais réaffirme son opinion positive des activités de la MINUK et du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Holkeri, et renouvelle son plein appui à la mission qu'ils poursuivent au Kosovo. L'Albanie félicite l'OTAN d'avoir réagi avec célérité en déployant de nouveaux soldats de la paix au Kosovo, preuve qu'elle tient à protéger la paix et la stabilité dans la région.

Nous avons loué à juste titre l'analyse critique de la situation faite par les institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo, ainsi que l'engagement public pris par le Gouvernement et le Premier Ministre Rexhepi de reconstruire les maisons et les églises orthodoxes endommagées au cours des

violences. Le Gouvernement albanais a immédiatement offert son concours à cette initiative. Pour les Albanais, les cultes religieux font partie de notre civilisation commune et de notre identité culturelle, elles ne sont pas symboles de division et de haine.

Le Gouvernement albanais est d'avis que les habitants du Kosovo et leurs institutions se rendront plus dignes de respect en aidant à traduire en justice les auteurs des violences.

Nous sommes convaincus qu'ils continueront de coopérer étroitement avec la communauté internationale, et en particulier avec la MINUK, dans la conduite du processus politique défini dans le Plan de mise en oeuvre des normes pour le Kosovo. La bonne continuation de ce processus exige le concours et les contributions de toutes les communautés afin de restaurer la confiance et de nouer un dialogue constructif. Une société multiethnique au Kosovo ne peut être que le produit d'un engagement sincère et général de tout l'éventail de la société kosovare, y compris les minorités.

La réalisation des objectifs du Conseil de sécurité en ce qui concerne le Kosovo et le chemin qu'il reste à parcourir exigent de sérieux efforts de la part de tous les acteurs pertinents, y compris les structures internationales sur place. Tous – les Kosovars et leurs institutions provisoires en premier lieu – doivent tirer avec prudence et courage les leçons appropriées des tristes événements récents. Ils doivent tous redoubler d'efforts pour l'application des normes, relancer le dialogue entre Pristina et Belgrade et ajuster leurs approches et leurs stratégies pour influer de façon plus concrète sur la vie quotidienne de tous les citoyens afin de contribuer à clarifier les perspectives et d'accélérer l'application des normes.

Pour réaliser ces objectifs, il faut également renforcer la coopération institutionnelle. Nous pensons que le fait de doter les institutions provisoires d'autonomie du Kosovo d'un plus grand pouvoir renforcera leur sens du devoir et de la responsabilité pour un meilleur fonctionnement de la primauté du droit, la lutte contre le crime organisé et la protection des droits de l'homme et des minorités.

L'Albanie est préoccupée par la présence croissante au Kosovo de structures parallèles, qui empêchent l'établissement d'une société multiethnique et remettent en cause l'activité de la MINUK. Les événements de mars au Kosovo sont, bien sûr, à la fois condamnables et intolérables, mais ils ne doivent servir ni de prétexte pour l'existence de telles structures parallèles ou de politiques nationalistes, ni de moyen pour régler des problèmes politiques internes.

Je tiens, pour terminer, à souligner la grande confiance que mon gouvernement place dans la MINUK et la personne du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Holkeri, ainsi que le plein appui qu'il offre à la politique et au processus d'application des « Normes pour le Kosovo ». Nous sommes nous aussi convaincus que ce processus progressera et ouvrira la voie à la solution indispensable du statut final.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à M. Guéhenno pour qu'il réponde aux observations formulées.

M. Guéhenno (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord dire que nous entendons l'appel de ceux qui voudraient que l'on examine attentivement l'action de la communauté internationale, mais que nous ne tirons pas de conclusions hâtives, car la situation est complexe. Personne, certes, ne se limiterait aux horribles actes de violence du mois dernier pour décrire le Kosovo.

Ces cinq dernières années, avant l'explosion de violence du mois dernier, nous avions constaté une baisse constante du nombre d'actes de violence, ce qui prouve qu'effectivement, de nombreux Kosovars étaient prêts, et commençaient, à cohabiter. Je pense, toutefois, que nous devons également reconnaître qu'il s'agissait davantage de coexistence que d'une société réellement multiethnique, et que cette coexistence était en effet très fragile, comme nous avons pu le voir avant les actes de violence, avec les dysfonctionnements des institutions provisoires d'autonomie ou des municipalités, où il était très difficile de faire travailler ensemble les différentes communautés.

La question du crime organisé a été soulevée par l'Ambassadeur des Philippines. Certes, cette question aggrave les problèmes politiques que je viens de mentionner. Je n'ai accès à aucune information ou à aucun renseignement relatif à Al-Qaida, mais je sais bien que le crime organisé – sous sa forme plus traditionnelle de contrebande, de racket, de corruption et d'intimidation – représente effectivement un problème très grave au Kosovo. C'est un problème grave également parce que souvent, il y a des liens avec des activistes politiques. J'aimerais attirer

l'attention du Conseil sur le fait que la Police de la Mission de l'Administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) prend des mesures très actives pour lutter contre le crime organisé, bien que ce soit un phénomène très difficile à éliminer.

Quant à l'économie et au triste état dans lequel elle se trouve, je la relierais au crime, parce que le crime est à la fois une cause et une conséquence du marasme économique. Une cause parce qu'il rend certaines opérations, telles que la privatisation, plus difficiles. Nous ne voudrions effectivement pas que la privatisation serve des intérêts criminels, et certaines précautions doivent être prises. En même temps, le crime est certainement une conséquence du triste état de l'économie, car il est parfois plus facile de gagner sa vie au moyen d'activités criminelles qu'au moyen d'activités légitimes. Par conséquent, le progrès de la situation économique du Kosovo est un élément fondamental du progrès dans la province en général. Peu de Serbes du Kosovo reviendront au Kosovo s'il n'y a pas d'emplois pour les rapatriés. Il y aura certainement peu d'investissements de l'étranger – que ce soit en provenance de la diaspora albanaise ou de la communauté des investissements dans le monde, de manière plus générale – s'il n'y a pas le sentiment que l'économie au Kosovo est active. L'état de l'économie au Kosovo est donc pris dans un cercle vicieux de pessimisme.

Je terminerai par quelques mots sur les normes. Quand j'étais au Kosovo peu de temps avant l'explosion de violence, j'ai été frappé par certains malentendus – qui, je crois, existent encore chez de nombreux Kosovars – quant à la nature de nos efforts en ce qui concerne les normes. Pour trop de gens, les normes sont une complication artificielle qui serait imposée par la communauté internationale pour créer une sorte de société idéale. J'ai essayé d'expliquer que, pour la communauté internationale, les normes ne sont certainement pas un exercice artificiel. Elles sont le fondement indispensable d'une société juste et stable où différentes communautés peuvent vivre dans la paix et la prospérité sans la lourde présence de la Force au Kosovo ou de la MINUK. Je crois que nous avons besoin de faire passer ce message très vigoureusement. Les normes ne sont pas là pour faire plaisir à la communauté internationale; elles sont là pour aider les Kosovars à parvenir à la stabilité et à la prospérité qu'ils méritent.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 30.